Distribution : Générale C/C.01/02/SR/Finale ORIGINAL : Anglais

COMPTE RENDU SOMMAIRE

DE LA SESSION DES REPRÉSENTANTS SUPPLÉANTS N $^{\mathrm{o}}$ 05-02

Le Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE) s'est réuni, par l'entremise de ses représentants suppléants, à Los Cabos, au Mexique, les 7 et 8 février 2005. M^{me} Norine Smith, du Canada, présidait la séance, alors que MM. José Manuel Bulás et Jerry Clifford y représentaient respectivement le Mexique et les États-Unis. Le président du Comité consultatif public mixte (CCPM), M. Arturo Duran, représentait ce comité et le directeur exécutif de la CCE, M. William Kennedy, le Secrétariat. La secrétaire du Conseil, M^{me} Nathalie Daoust, agissait à titre de secrétaire de la séance à laquelle participaient d'autres représentants officiels des Parties et du Secrétariat (voir l'annexe A).

Point 1 Adoption de l'ordre du jour

La présidente, M^{me} Smith, déclare que l'ordre du jour de la réunion est chargé et qu'il faudra faire progresser le processus d'approbation du programme de travail et du budget de la CCE pour 2005. Elle ajoute que les Parties ont l'obligation minimale de prendre suffisamment de décisions et de formuler assez de directives pour que le Secrétariat puisse entreprendre les activités au programme. Elle mentionne toutefois qu'il ne sera peut-être pas possible de prendre toutes les décisions requises, car les récentes propositions de projet du Mexique pourraient exiger de plus amples consultations. Les représentants suppléants mexicain et américain, MM. Bulás et Clifford, se disent en accord avec les objectifs exposés par la présidente et tous trois adoptent l'ordre du jour en se fondant sur sa version provisoire (voir l'annexe B).

Point 2 Compte rendu du directeur exécutif

Le directeur exécutif, M. Kennedy, salue les représentants suppléants et présente la nouvelle secrétaire du Conseil, M^{me} Nathalie Daoust, et la nouvelle chargée de liaison du CCPM, M^{me} Marcela Orozco. Il donne ensuite un aperçu des travaux accomplis jusqu'à présent en vue d'établir le Plan opérationnel pour 2005 à 2007. Il déclare que les Parties et le Secrétariat ont travaillé très fort, et que malgré certains délais, le processus est en voie d'achèvement. Il souligne que les décisions qui seront prises au cours de la présente réunion sont très importantes, car elles auront des incidences sur les résultats et les livrables à présenter au cours de la prochaine session ordinaire du Conseil, au mois de juin. Au sujet de cette dernière, M. Kennedy rappelle aux représentants suppléants qu'il faut commencer à établir un ordre du jour ainsi que des livrables.

En ce qui concerne les plus récentes activités du Secrétariat, il indique que des travaux sont en cours relativement aux structures et processus de gestion en place en vue d'améliorer la planification, la surveillance et la reddition de comptes au sein du Secrétariat. Il mentionne aussi qu'il s'entretient en permanence avec des représentants du secteur privé afin de renforcer la

collaboration avec ce secteur, particulièrement dans le cadre d'une réunion qui s'est tenue le 25 février dernier et à laquelle assistaient des membres du *Canadian Council for International Business* (Conseil canadien pour le commerce international), de la *Confederación de Cámaras Industriales* (Confédération des chambres industrielles) du Mexique et du *Council for International Business* (Conseil pour le commerce international) des États-Unis (qui sont Parties à un Protocole d'entente avec la CCE signé en 1996), et d'autres organismes afin de remettre en vigueur ce protocole et de cerner des domaines de coopération éventuels cadrant avec le nouveau programme de travail de la CCE.

Invité par la présidente à prendre la parole, M. Clifford mentionne que le gouvernement des États-Unis a sollicité l'avis de ses Comité consultatif national (CCN) et Comité consultatif gouvernemental (CCG) en ce qui a trait à la collaboration de la CCE avec le secteur privé, et ce, afin d'aider ce pays à se préparer à assumer la présidence du Conseil. Par ailleurs, M. Clifford se dit heureux de savoir que des représentants gouvernementaux du Canada et du Mexique participeront à la réunion que le CCN et le CCG américains tiendront les 28 et 29 avril prochains à Washington.

Point 3 Compte rendu du président du CCPM

Le président du CCPM, M. Duran, remercie le Secrétariat d'avoir engagé M^{me} Orozco au poste de chargée de liaison du CCPM. Il poursuit en rappelant aux représentants suppléants que le Conseil n'a pas encore répondu à plusieurs avis du CCPM, et qu'il est important que ces deux organes de la CCE entretiennent de bons rapports. Il déclare également vouloir que le CCPM vise à ce que ses relations avec le Conseil donnent des résultats fructueux. En ce qui a trait à la collaboration avec le secteur privé, il mentionne que dans une lettre au Secrétariat en date du 10 septembre 2004, le CCPM a exhorté ce dernier à envisager une telle collaboration. Il se dit également intéressé à ce que le CCPM participe à la réunion des CCN et CCG américains qui aura lieu en avril.

M. Duran déclare que le CCPM préconise toujours que les peuples autochtones participent plus amplement aux activités de la CCE, et qu'il appuie tous travaux relatifs aux énergies renouvelables. Il dit noter avec plaisir que le programme de travail proposé pour 2005 tient compte de ces deux éléments. Il félicite également les Parties d'avoir pris en compte les activités courantes tout en préparant le passage aux nouvelles priorités. Il mentionne que la prochaine réunion du CCPM se tiendra du 13 au 15 avril 2005 à San Diego, et qu'elle comportera deux principaux objectifs : 1) établir un plan de travail correspondant au programme de travail de la CCE et prévoyant la participation du public; 2) commencer à préparer la session ordinaire du Conseil. Afin que cette dernière soit fructueuse, il demande que le CCPM soit représenté au cours des discussions que tiendront les Parties au sujet de cette session. M. Duran conclut en mentionnant que son objectif personnel consiste à ce que le CCPM soit un apport pour le Conseil, et qu'il incitera les membres du Comité à adopter une attitude plus proactive.

La présidente remercie M. Duran au nom des trois Parties, et dit apprécier les principes qu'il a exprimés en ce qui concerne la relation entre le CCPM et les autres organes de la CCE. Elle se dit confiante que les échanges de vues seront fructueux et assure M. Duran que le CCPM participera à toutes les consultations que les Parties mèneront avant la session ordinaire du

Conseil. M^{me} Smith déclare également que les réponses à cinq avis du CCPM sont en voie d'achèvement, et elle demande au Comité permanent général (CPG) de se réunir et d'en arriver à un accord au sujet de ces réponses avant la fin de la présente réunion. En ce qui concerne l'établissement du plan de travail du CCPM, le représentant suppléant américain, M. Clifford, suggère que les membres envisagent également le rôle que le Comité jouera au sein de la CCE au cours des dix prochaines années.

Point 4 Examen des propositions de projet dans le domaine de l'information nécessaire à la prise de décision

La présidente invite le représentant canadien au sein de l'équipe de spécialistes en information, M. Bill Jarvis, à rendre compte des discussions de l'équipe et du consensus auquel elle en est arrivée. Il présente le document intitulé *CEC Planning—Information Program: Issues for Discussion* (Questions à examiner en ce qui concerne la planification du programme d'information de la CCE) (voir l'annexe C), qui donne des directives au Secrétariat en vue de remanier les projets. M. Jarvis mentionne que les membres de l'équipe partagent les mêmes inquiétudes au sujet de certains des résultats escomptés dans les propositions de projet et qu'ils s'accordent à dire que certains projets doivent être structurés différemment. L'équipe est d'avis qu'il faudrait élaborer un projet distinct en vue d'intégrer les systèmes, d'évaluer les besoins en matière de données et de recueillir celles-ci.

La présidente invite ensuite le représentant américain au sein de la même équipe, M. Bill Sonntag, à donner un aperçu de l'aspect technologique de l'information. M. Sonntag présente les éléments d'un programme d'information pour la CCE (voir l'annexe D) et soutient qu'il est important de faire preuve de créativité lorsqu'on a recours aux nouvelles technologies pour gérer des données. La présidente invite également le représentant mexicain au sein de cette équipe, M. Salvador Sanchez, à faire succinctement état de l'opinion du Mexique à l'égard des propositions de projet que le Secrétariat a élaborées (voir l'annexe E).

À la suite de ces exposés, les représentants suppléants échangent leurs vues et s'entendent sur les projets et le budget à leur allouer (comme en fait foi le sommaire des décisions figurant à l'annexe F). Le président du CCPM indique que même si la phase de conception de ces projets est essentielle, il faudra quand même accorder de l'importance aux résultats à obtenir en 2005. Il ajoute qu'il faudrait particulièrement se pencher sur l'accès du public à l'information et à la diffusion de cette dernière.

Les membres de l'équipe de spécialistes en information conviennent de se réunir à Montréal les 22 et 23 février afin de parachever les propositions de projet avec des membres du Secrétariat, et d'y inclure davantage d'éléments quant aux échéances et aux ressources nécessaires pour exécuter les projets. En prévision de cette réunion, le Secrétariat offre aux Parties de leur transmettre l'étude réalisée en 2003 sur la gestion de l'information de la CCE en vue d'adapter aux besoins actuels les recommandations qui y sont énoncées. Les représentants suppléants conviennent que le CPG poursuive les discussions sur ces projets à la fin de février; ils examineront et approuveront les décisions de ce comité au cours de leur prochaine réunion.

Point 5 Examen des propositions de projet dans le domaine du renforcement des capacités

La présidente invite la représentante mexicaine au sein de l'équipe de spécialistes sur le renforcement des capacités, M^{me} Irene Pisanty, à exposer le point de vue du Mexique et à présenter les nouvelles propositions de projet élaborées par ce pays. M^{me} Pisanty mentionne que les besoins du Mexique en matière de renforcement des capacités ont déjà fait l'objet de plusieurs analyses et qu'il faut centrer les efforts sur l'application de mesures concrètes, notamment pour combler les lacunes. Elle ajoute que la CCE est particulièrement bien placée pour aider le Mexique à renforcer ses capacités institutionnelles et lui permettre ainsi de continuer à se conformer aux conventions internationales. Les représentants canadien et américain disent appuyer le point de vue du Mexique, mais lui demandent de rédiger un document, en prévision de la session ordinaire du Conseil, exposant les besoins et les principes fondamentaux en matière de renforcement des capacités dans le cadre d'un plan stratégique axé sur les résultats, de manière à orienter la planification des projets de la CCE touchant à ce domaine. Le président du CCPM rappelle aux représentants suppléants qu'il faudrait envisager la participation des peuples autochtones aux activités de la CCE qui ont trait au renforcement des capacités. De son côté, la représentante suppléante canadienne, M^{me} Smith, estime nécessaire que le CCPM prenne part aux prochains travaux visant à parachever le programme de travail.

Réagissant aux nouvelles propositions de projet du Mexique, les représentants canadien et américain estiment nécessaire de tenir d'autres consultations à l'interne avant de prendre quelque décision que ce soit. Tous deux espèrent que ces consultations seront terminées d'ici le 4 mars prochain. (Toutefois, des discussions ultérieures entre les membres du CPG et les spécialistes des Parties ont permis d'accomplir des progrès à l'égard de diverses questions comme en témoigne le sommaire des décisions figurant à l'annexe F.) En examinant le budget proposé pour les domaines prioritaires que constituent l'information nécessaire à la prise de décisions et le renforcement des capacités, les représentants suppléants canadien et américain estiment également nécessaire de se pencher sur le budget alloué à chacun de ces domaines afin de veiller à respecter les limites du budget général.

Point 6 Examen des activités courantes

Les représentants suppléants examinent les activités courantes et, après en avoir discuté, choisissent celles qu'il faudra financer en 2005.

Il s'agit, notamment, des activités portant sur les pratiques fructueuses en matière de qualité de l'eau, sur la biodiversité et sur les plans d'actions régionaux nord-américains cadrant avec la gestion rationnelle des produits chimiques (voir l'annexe F).

Point 7 Réunion du Groupe de fonctionnaires de l'environnement et du commerce, constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE : établissement du plan stratégique connexe

Le fonctionnaire canadien du commerce, M. Richard Ballhorn, rend compte de la réunion de travail que le Groupe de fonctionnaires de l'environnement et du commerce, constitué en vertu

Version finale -4- 1711/05-02/038(19/5/2006)

du paragraphe 10(6) de l'ANACDE, a tenue le 7 février. (Les conclusions des discussions et le niveau d'approbation de chaque projet figurent dans le sommaire des décisions, à l'annexe F). Au cours d'une discussion au sujet du symposium qui aura lieu à l'automne de 2005 à Montréal, le représentant suppléant américain rappelle au Secrétariat de veiller à ce que les Parties soient représentées au sein du Groupe consultatif qui se chargera des préparatifs de ce symposium. En dernier lieu, les fonctionnaires du commerce conviennent de tenir une réunion de travail au cours de la semaine du 14 février afin de se pencher sur toute question en suspens ayant trait à l'approbation des projets cadrant avec le domaine de l'environnement et du commerce.

Point 8 Prochaines étapes

Les représentants suppléants en arrivent à la conclusion que la plupart des descriptions de projet nécessitent des précisions, et ce, même s'ils ont accepté en principe la plupart des projets. Ils conviennent que le CPG fasse office de coordonnateur du processus de révision au cours des trois prochaines semaines et formule les recommandations qu'il jugera opportunes. Ils s'entendent aussi pour tenir une téléconférence le 10 mars afin de résoudre toute question en suspens qui réclame leur intervention.

Point 9 Adoption du budget général pour 2005

Au sujet du budget général pour 2005, le représentant suppléant mexicain, M. Bulás, se dit préoccupé par le fait qu'il manque près de 1 000 000 \$CAN dans le budget que le Secrétariat a réservé au programme de travail concerté pour pouvoir réaliser les projets proposés par le Mexique. La représentante suppléante canadienne, M^{me} Smith, suggère que les Parties partent du principe qu'aucun autre montant ne sera disponible dans le cadre du programme de travail hormis celui de 3 200 000 \$CAN qui fait partie du budget équilibré qu'a présenté le Secrétariat. Elle incite ses homologues à accepter de prendre des décisions difficiles en remaniant les projets et de mettre graduellement fin à des activités moins pertinentes que d'autres ou de les supprimer carrément. Elle se dit confiante que cet exercice permettra de réduire l'insuffisance de fonds mentionnée par M. Bulas. De son côté, le directeur exécutif, M. Kennedy, déclare que s'il était possible de prévoir à quel moment le Mexique pourra payer sa contribution de 2004 en souffrance, au montant de 535 000 \$US, cela permettrait de réduire une partie de cette insuffisance de fonds.

Les représentants suppléants conviennent d'adopter l'approche suggérée par le Canada, et sont également d'avis que la restructuration des ressources humaines du Secrétariat, dont se chargera le directeur exécutif en fonction des trois nouveaux domaines prioritaires, pourrait également permettre de réaliser des économies salariales. Ils demandent au Secrétariat d'inclure dans le budget l'allocation en personnel pour les projets (une partie du montant de 3 799 000 \$CAN réservé aux salaires). Ils lui demandent également de présenter la version finale du budget d'exploitation de la CCE sous deux catégories : *Soutien interne* et *Programme de travail de la CCE*. La présidente, M^{me} Smith, fait état des quatre tactiques auxquelles il faudra recourir afin de compenser l'insuffisance de fonds pour le programme de travail : 1) le Secrétariat examinera ses besoins en ressources humaines et déterminera comment il pourrait réaliser des économies; 2) les Parties et le Secrétariat remanieront les propositions de projet et y élimineront les activités les moins pertinentes; 3) il est possible de reporter certaines activités en 2006; 4) en étudiant les

propositions de projets, les Parties tiendront compte du but principal de chaque domaine prioritaire et élimineront toute activité qui n'y correspond pas.

Les représentants suppléants adoptent le montant global prévu par le Secrétariat pour réaliser les projets au programme de travail, mais les Parties continueront de négocier le montant précis à allouer à chaque projet dans le cadre des domaines prioritaires.

Point 10 Session ordinaire du Conseil de juin 2005

Les représentants suppléants échangent leurs vues au sujet des thèmes sur lesquels pourrait porter la prochaine session ordinaire du Conseil, au mois de juin. Il est notamment suggéré de faire valoir les activités de la CCE relatives à la qualité de l'air, de souligner les progrès accomplis en ce qui a trait à l'Atlas nord-américain, de tenir un symposium parallèle sur l'information nécessaire à la prise de décisions, et d'illustrer la participation du secteur privé aux activités de la CCE. Les représentants suppléants chargent le CPG de donner suite à ces suggestions en prévision de la téléconférence du 10 mars.

Point 11 Examen de la première ébauche du plan stratégique pour 2005 à 2010

Les représentants suppléants décident de reporter l'examen de ce point à leur prochaine réunion.

Point 12 Rôle des groupes de travail de la CCE et d'autres intervenants dans le cadre du Plan opérationnel pour 2005 à 2007

Les représentants suppléants décident de reporter l'examen de ce point à leur prochaine réunion.

Point 13 Examen d'autres questions courantes par les représentants suppléants

Communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'ANACDE (SEM-04-006 : Exploitation forestière en Ontario II)

Les représentants suppléants signent la résolution n° 05-04 prescrivant au Secrétariat de regrouper cette communication (SEM-04-006) avec la précédente portant sur le même thème (SEM-02-001) en vue de constituer un seul et même dossier factuel. En vertu de cette résolution, le Conseil prescrit également au Secrétariat que ce dossier factuel commun vise les quatre unités d'aménagement forestier que les auteurs désignent dans la communication SEM-04-006.

Prochaines réunions des représentants suppléants

Les représentants suppléants confirment que leur prochaine téléconférence se tiendra le 10 mars 2005 et conviennent de tenir une réunion au début du mois de mai à Montréal.

Le président du CCPM, M. Duran, remercie les représentants suppléants et les félicitent de cette fructueuse réunion, tout en exprimant à nouveau sa volonté que ses relations avec eux soient productives. Il conclut en rappelant au Canada qu'il doit nommer trois nouveaux membres au sein du CCPM. Au nom des trois Parties, la représentante canadienne et présidente, M^{me} Smith,

remercie M. Duran d'avoir assisté à cette réunion et l'assure que le Canada nommera les nouveaux membres du CCPM au cours des prochaines semaines. Avant de lever la séance, elle indique également que les réponses des Parties aux quatre avis du CCPM sont maintenant prêtes et que ce dernier les recevra sous peu.

Distribution : Générale

C.01/05-02/LIST/01/Finale

ORIGINAL: Anglais

SESSION DES REPRÉSENTANTS SUPPLÉANTS nº 05-02

Los Cabos, Baja California, Les 7 et 8 février 2005

Liste des délégations (établie le 3/2/2005)

CANADA

Représentante suppléante Norine Smith, Environment Canada

Julie Pelletier, Environment Canada Bill Jarvis, Environment Canada Tim Gallagher, Environment Canada

Martin Roy, Foreign Affairs Richard Ballhorn, Foreign Affairs Kimberly Ferguson, Foreign Affairs

MEXIQUE

Représentant suppléant José Manuel Bulás Montoro, UCAI, Semarnat

Francisco Giner de los Ríos, Subsecretario de Gestión para la

Protección Ambiental, Semarnat.

José Manuel Medina Aguilar, UCAI, Semarnat

Elena Porras, UCAI, Semarnat

Ramón Carlos Torres Flores, Semarnat Olga Briseño Senosiain, Semarnat Salvador Sánchez Colón, Semarnat

Alejandro Monteagudo Cuevas, Secretaría de Economía

Irene Pisanty, INE

ÉTATS UNIS

Représentant suppléant Jerry Clifford, USEPA

Mark Linscott, USTR
Paul Cough, USEPA
William Sonntag, USEPA
Sylvia Correa, USEPA
Daniel Flores, USEPA
Robert Wing, USEPA
Darci Vetter, USTR
Jean Preston, US Embassy
Patrick Cotter, USEPA
Ana Corrado, USEPA

Nadtya Ruiz, USEPA

CCPM

Président du CCPM Arturo Duran

Marcela Orozco, JPAC Liaison Officer

SECRÉTARIAT

Directeur exécutif William Kennedy

Doug Wright, Director of Programs Nathalie Daoust, Council Secretary

Hernando Guerrero, Director of Mexico Liaison Office

Geoffrey Garver, Director, Submissions on Enforcement Matters Unit Evan Lloyd, Director of Communications Eduardo Delgadillo, Director of Administration Chantal Line Carpentier, Head, Environment, Economy and Trade Victor Shantora, Head, Pollutants and Health Yamirka Gómez, Assistant Daniel Brevé, Logistics

Annexe B

Distribution : Générale C.01/05-02/AGEN/01/Final

ORIGINAL: English

DRAFT AGENDA AND PROGRAM

SESSION 05-02 OF ALTERNATE REPRESENTATIVES AND ARTICLE 10(6) OFFICIALS MEETING

Salón Los Cabos A
Hotel Presidente Intercontinental
Blvd. Mijares S/N San José del Cabo, BCS México
Tel: 011-52 624-142-0211
Fax: 011-52-624 142-1733

Monday, 7 February 2005 from 9:00 to 18:00 and Tuesday, 8 February 2005 from 9:00 to 15:15

Chair: Canada

Sunday, 6 February

20:00 Private dinner for Alternate Representatives, JPAC Chair and Executive Director

(Restaurant El Patio, Hotel Presidente Intercontinental)

Monday, 7 February

9:00—9:30	Opening of the Session		
	Item 1	Adoption of the agenda	
	Item 2	Report by Executive Director	
	Item 3	Report by JPAC Chair	
9:30- 13:00	Item 4	Review of project proposals: Information for decision-making	
13:00—13:30	Working	g Lunch	
	_	g Lunch Review of project proposals: Capacity Building	
	Item 5		
13:30—17:00	Item 5 Item 6	Review of project proposals: Capacity Building	

Tuesday, 8 February

9:00 - 12:30	Item 7	Article 10(6) Environment and Trade Officials Meeting—Development
	of the S	trategic Plan on "Trade and Environment"

12:30 – 13:00 Working Lunch

	Item 8	Next Steps
13:00 – 15:15	Item 9	Approval of overall budget for 2005
		June 2005 Council Session
	Item 11	Review of 2005-2010 Strategic Plan Preliminary Draft
	Item 12	CEC working groups and involvement of stakeholders in OP2005-2007
	Item 13	Other regular business for Alt. Reps' discussion
15:15	End of S	ession

ANNOTATED AGENDA FOR ALT. REPS SESSION 05-02

Meeting Goal:

Review and approve the 2005-2007 Operational Plan.

DAY 1

Item 1 Adoption of the Agenda

The Alternate Representatives shall adopt the agenda.

DOCUMENTS:

a) Draft annotated agenda (distributed 3/02/2005)

C/C.01/05-02/AGEN/01/rev. 2

Item 2 Report by the Executive Director

The Executive Director will briefly address the Council on Secretariat activities and any matter requiring their attention.

Item 3 Report by the JPAC Chair

Under this item the JPAC Chair will provide an update on JPAC's activities.

DOCUMENTS:

- a) Memo from JPAC Chair to Executive Director re: Comments from JPAC members on the proposed Operational Plan (distributed 28/01/2005)
- b) JPAC Advice to Council 04-01: Securing the Long-term Involvement of Indigenous Peoples in the Activities of the CEC (distributed 17/09/2004)
- c) JPAC Advice to Council 04-02: Future Directions for the North American Agreement on Environmental Cooperation (distributed 12/08/2004)
- d) Letter dated 13 April 2004 from JPAC re: maize and biodiversity symposium (distributed 13/04/2004)
- e) JPAC Advice to Council 04-04: New directions for the CEC (distributed 29/11/2004)
- f) JPAC Advice to Council 04-05: Building the Renewable Energy in North America (distributed 29/11/2004)
- g) Letter dated 10 September 2004 from JPAC to the Executive Director re: How to better engage the private sector in CEC activities (distributed 10/09/2004)
- h) Synthesis of advice relating to strategic directions provided over time by JPAC, NACs/GACs (distributed 13/08/2004 and 3/08/2004 respectively)

Item 4 Review of project proposals: Information for decision-making

- a. Overview presentation by the Secretariat.
- b. Discuss and decide on projects/initiatives to be included under this pillar in the 2005-07 Operational Plan.

DOCUMENTS:

- a) New project proposals developed by Mexico (distributed by Mexico 4/02/2005)
- b) Memo from José Manuel Bulás re: position of Mexico on project proposals developed by the Secretariat (distributed by Mexico on 3/02/2005)
- c) Memo dated 10 December 2004 from the Executive Director re: Preliminary Budget for 2005-07 Updated info (distributed 10/12/2004)
- d) Project proposal re: North American State of the Environment Report (distributed 26/11/2004)
- e) Project proposal re: North American Environmental Atlas (distributed 26/11/2004)
- f) Project proposal re: Law and Policy Information Service (distributed 26/11/2004)
- g) Project proposal re: North American Environmental Indicators: Annual Report (distributed 26/11/2004)
- h) Project proposal re: North American Pollutant Release and Transfer Registers (distributed 26/11/2004)

Item 5 Review of project proposals: Capacity Building

- a. Overview presentation by the Secretariat.
- b. Discuss and decide on projects/initiatives to be included under this pillar in the 2005-07 Operational Plan.

DOCUMENTS:

- a) Project proposal re: Capacity Building Needs Assessment for Mexico (distributed 1/12/2004)
- b) Project proposal for Partnerships re: Integrated Environmental Management (distributed 1/12/2004)
- c) Project proposal re: Building Local Capacity re: Integrated Ecosystem Management (distributed 1/12/2004)

Item 6 Review of current activities

- a. Overview presentation by the Secretariat
- b. Discuss the future of current activities, including the potential termination or phasing out of some activities

DOCUMENTS:

- a) Updated table of Status of Current Program vis-à-vis the New Projects (distributed 10/12/2004)
- b) Descriptions of Current Activities, including SMOC NARAPs, Children's Health and Biodiversity activities (distributed 10/12/2004)

DAY 2

Item 7 Article 10(6) Environment and Trade Officials Meeting—Development of the Strategic Plan on "Trade and Environment"

- a. Opening remarks from the Parties
- b. Review and final approval of the goals and objectives for the CEC Strategic Plan on Trade and Environment

- c. Confirmation of the status of the two outstanding priority areas (invasives and green goods for sustainable use) listed in the Puebla Declaration
- d. Exchange of views and perspectives on the project templates, which have been developed by the CEC Secretariat
- e. Next steps for the drafting of the final versions of the Strategic Plan and the Operational Plan
- f. Closing Remarks

DOCUMENTS:

- a) Project proposal re: Aquatic invasive species (distributed 4/02/2005)
- b) Project proposal re: Green Purchasing (distributed on 3/02/2005)
- c) Project proposal re: Ongoing Environmental Assessment of NAFTA and Environmental Reviews of FTA (distributed 1/12/2004)
- d) Project proposal re: Promotion of a North American market for renewable energy (distributed 1/12/2004)
- e) Project proposal re: Trade and Enforcement of Environmental Laws Green Customs Initiative (distributed 1/12/2004 and revised version distributed on 3/02/2005)

Item 8 Next Steps

a. Discuss next steps and decide on work to be done by the Secretariat and the Parties

Item 9 Approval of overall budget for 2005

- a. Overview presentation by the Secretariat
- b. Discuss and decide on overall budget for 2005

Document(s):

- a) Requested new budget format (distributed 1/02/2005)
- b) Background information on operational plan budget scenarios (distributed 20/1/2005)
- c) Revised Preliminary Budget for 2005 (distributed 5/1/2005)
- d) Preliminary cost analysis (distributed on 2/12/2004)

Item 10 June 2005 Council Session

The Alternate Representatives may wish to exchange views on themes and deliverables for the upcoming Council Session to be held in Quebec City in June 2005.

Item 11 Review of 2005-2010 Strategic Plan Preliminary Draft

- a. Overview presentation by the Secretariat of the preliminary draft of the 2005—2010 Strategic Plan.
- b. Exchange of views on the general approach and main messages of the draft Strategic Plan and guidance to the Secretariat for finalizing the document.

Document(s):

- a) Draft Strategic Plan (distributed 30/11/2004)
- b) 2005 Operational Plan program elements Table of Contents (distributed 26/11/2004)

Item 12 CEC working groups and involvement of stakeholders in OP2005-2007

Having decided on projects/initiatives to be included in the 2005-07 Operational Plan, the Alternate Representatives may wish to revisit the role and mandate of the working groups in relation to the new priorities. In addition, the Parties may wish to explore ways to reach out to other stakeholders in the context of the new approved work program.

Item 13 Other regular business for Alt. Reps' discussion

Submissions on Enforcement Matters under Articles 14 and 15 (SEM-04-006 Ontario Logging II)

Pursuant to Guideline 10(2), the Secretariat informed the Council on 17 December 2004 that it considers that submission 04-006 warrants developing a factual record, and also recommended, in accordance with Guideline 10(3), that the submission be combined with the Ontario Logging submission (SEM-02-001) for the purpose of developing one consolidated factual record for both. As provided by Article 15(2) of the NAAEC, Council may, by a two-thirds vote, instruct the Secretariat to prepare a factual record on the matter as per the conditions laid out in the resolution.

Document(s):

- a) Draft Council Resolution (distributed by Canada 4/2/2005)
- b) Secretariat's Article 15(1) notification dated 17 December 2004 (distributed 17/12/2004)

CEC Planning - Information Program Issues for Discussion, February, 2005

The Experts Group on Information has reviewed the proposals for planning purposes provided by the Secretariat which were prepared based on advice from the Experts Group. Significant progress has been made in articulating a new information program. However, the Expert Group has some reservations about the plan as presented, has some specific advice, and has some issues which remain to be resolved amongst the three parties. More recent advice from Mexico which has not been discussed by the Expert Group, is briefly summarized in Italics in this document.

General Concerns (from Experts Group)

 All parties agree that there is insufficient focus on delivery capacity and systems integration.

 All parties want to ensure that the CEC information activities and products represent real value added, avoid redundancy with the work of other organizations, and result in real benefits to the lead organizations of the parties.

 All parties agreed that some further discussion of the "strategic vision" for the information program amongst the Alternative Representatives would be helpful in order to provide clear longer term direction to the Secretariat. (Ideas are being prepared for the February, 2005 meeting in Mexico).

 Some concern remains that the longer term strategy is not yet well articulated.

 Some concerns remain regarding the approach for some of the proposed products.

Agreed Recommendations

 All parties agree that the further development and use of the North American mapping framework should be pursued actively. The mapping framework is seen as an opportunity: 1) to further integrate the three parties information management systems; 2) to focus on particular narrow data sets for needs assessment and development; 3)to enable a focus for meeting of experts from the three countries for issue definition and information management integration; and 4) to produce information products of high visibility, wide dissemination and clear integration of the North American context. Creation of a long term strategic work plan for this project is recommended. Mexico wishes to emphasize the importance of using this project as a platform for data harmonization across a broad scope of potential issues, including some beyond existing CEC work.

- The parties agree that the Taking Stock Report is an important product of the CEC and should continue to be a regular publication. Modifications to ensure it fits with longer term information strategy are recommended.
- The Law and Policy project is seen as an important area of intellectual capital created through the CEC, and a useful tool for citizens and various jurisdictions within the three parties. It is seen as amenable to being "outsourced". It is recommended that the Secretariat investigate how the delivery of the Law and Policy database could be done, with minimal direct costs to the parties (minimal call on the Secretariat's budget) by a not-for-profit or commercial organization. Mexico does not see this project having sufficiently high priority to warrant a "substantial" budget allocation.
- The overall objectives and proposed list of actions developed in Mexico and reported in Montreal last year remain as agreed. (see-annex). These are framed in the context of the Puebla Declaration of Ministers regarding Information for Decision Making. In particular, the overall intent is for:
 - "the CEC to be recognized for its credible, balanced and timely information on the North American environment" that is "available and accessible to all interested parties".

Issues for Further Discussion

 Some concerns remain about the design of the Indicators proposal. These include: how to avoid duplication of work of others (including the parties separately); how to choose a desirable set of "key" indicators which can be agreed upon; can existing capacities be aligned with such a small set of indicators in order to produce an early product; will important elements of our shared environment be "excluded" because the set of issues is small; is this already a field which is "too crowded" to enable significant added value. Redesign may provide the basis for a useful, useable, doable project. Mexico expresses particular concern that the data development and harmonization issues need to be addressed as a basic starting point for this type of report.

- The balance between investment in data and systems on the one hand, and product delivery on the other remains subject to different views. On one hand is the view that most of the CEC efforts should be in integrating the information management systems (gap analysis, data definitions, protocols, meta-data, systems applications etc). On the other is the view that the CEC must be able to speak to a broad North American constituency, and that requires regular, high profile, meaningful and reliable information products. It is reasonably clear that the information program will require something from each view to be successful. The balance is a key issue for decision.
 - Should product design come first with information system built to satisfy the needs of the products, or should information development and integration come first, with products an outcome based on what has been done to integrate?
- Linkages to and use of other work, in design, in definition, and
 in reporting, has not been sufficiently explored. Concerns were
 expressed that the CEC may duplicate existing work, rebuild
 systems that already exist, or provide redundant reports unless
 there is a way to provide more extensive review of existing and
 prospective systems. (The Puebla declaration noted GEOSS
 as an important potential linkage.) The study presented in
 Montreal by lan Crane may provide further guidance.
- It is acknowledged that the CEC mandate includes reporting on the state of the environment. The Expert Group has not resolved how this could best be accomplished. Ideas discussed include; a report targeted on specific issues which change for each version of the report; a bi- or -tri-annual report; a report

that is an extension or accumulation of indicators reports; simply using the indicators reports (whatever their substance may be) as SOE reports; using country reports rolled up as a continental report. The need for an SOE report and its desired format will require some direction from alternative representatives. Mexico recommends that the indicators, atlas and state-of-environment projects be integrated into a strategic approach identifying priority interests(similar to the substantive focus idea below) and data development needs (similar to the bullet #3 under proposals, more directly tied to outputs).

 Substantive focus was suggested at the meeting in Washington as a mechanism to initiate developmental work.
 Air quality remains a priority interest for all parties, and could provide a program focus, for much of the information program, for the coming Budget period.

Proposals

- Fund the development of strategy and early work on data development for production of N.A. maps on air quality and other issues (renewable energy, ecosystems et. al.) Start with an experts meeting of the Atlas groups from the parties to get advice on how to establish capacity within the CEC. Mexico recommends close linkages with the data development, indicators and SOE recommendations below.
- Fund Taking Stock as proposed by Secretariat, but with more attention to limiting costs of the overall project, especially with respect to consultations
 Create a separate new project for systems integration, data needs identification and data development for this fiscal year and next. Start with air quality data as example. This project.
 - and next. Start with air quality data as example. This project funding should provide the basis for a long term plan for information and systems integration. Mexico sees this project being closely integrated with any indicators/atlas/SOE strategy)
- Initiate a small project for indicators based on a report within 18 months on various aspects of air quality across N.A.
 Include creation of a roll out strategy for indicators production on evolving substantive elements (ecosystems, water availability, wildlife et. al.) (Do not include analytical work by

committees – data development only. If other work is needed it should stand on its own merit.) Mexico has concerns about data availabilit, and all parties have concerns about potential redundancy.

 Instruct Secretariat to search for a not-for-profit organization (and failing that a commercial operator) to manage the Law and Policy database. Provide sufficient bridge funding to maximize the likelihood of a continuing effective use of the capital. Mexico emphasizes the importance of minimizing budget implications.

 Fund work on design options for SOE reporting to be brought forward for decision before end 2005. Refer to comments from

Mexico re integration above.

 Provide for the development (with active participation of the parties) of a more detailed strategic approach to the CEC information pillar, linked to these proposals and to the plan for information and systems development (above), but also focusing on product choices, audience identification, impact expectations and desired outcomes.

 Mexico recommends three additional projects to continue/complete the activities of workgroups: Sound Management of Chemicals; Pathways for invasive species; and information on environmental emergencies. These have

not been discussed by the Expert Group.

Jarvis February 4, 2005

OBJECTIVES

 Build and ensure CEC Secretariat and member capacity to provide and use, at all levels of society, information needed to understand North American environmental issues of common concern. {capacity building}

 Establish and maintain the systems design elements of an environmental and information and knowledge framework for North America that identifies and integrates, in a coherent and compatible manner, both data specification and information management systems. {systems design}

 Identify, establish and maintain the information needed to describe the state of the North American environment, to identify emerging trends and issues, and to guide decisions relevant to the shared environmental

interests of the parties. {substance of framework}

4. Make information from the framework accessible and easily available to citizens and governments of the three parties through information and knowledge products and services, in order to facilitate local, national and regional action. {communication}

ACTIONS

- Capacity building
- 2. Identification of indicators
- 3. Development of common techniques (including spatial representation)
- 4. Design mechanics for interoperability
- 5. Text information on parties' activities
- 6. Develop and provide specific information products and services
- 7. Enable expert and scientific exchange

Proposal for **CEC Information** Agenda/Plan Development Effort

Summary

- parties should undertake a measured, short term effort to further refine the CEC Information Agenda/Plan,.
 - short term analysis and program design effort, guided by basic information strategy development approach, should be conducted.
- Proposals builds off of the concept of a CEC "Information Agenda/Plan":
 - Participants propose the development of this Strategic Plan as the next Indicate the transfer of the strategic Plan as the level logical step from Pueblo. It would take the goals, objectives and retrievial identified above, and apply them to these topical areas. It would also include a scan of current CEC activities to assess their alignment and contribution to these goals, as well as the identification of new activities required. Recent deliberations of the Alternative Representatives and these deliberations of the Meeting Participants clearly indicate that there is a convergence of both interest and ability to begin such a plan. .[11]
- MR Report to Afterwattue Representatues Information for Decision-Making Meeting of Parties' Experts September 13-14, 2004 Mexico City

Proposed Steps

- Identify, refine and document key CEC information agenda goals and objectives
 - Pueblo declaration, and subsequent work of the altreps and the secretariat, there is significant background that can be tapped.
- Codify and document core CEC information products, services and capacities though which CEC seeks to add value.
 - This would include definition of the CEC niche (e.g. is/should CEC be uniquely positioned) for these capacities. (See table below for starting point)

Step 3 Catalog and Scan

- Catalog and conduct a high level scan of current and proposed CEC activities/projects to characterize how/where they use/support the CEC capacities/services identified in #2 above, towards the goals identified in #1 above. This scan would produce the following specific outputs:
 - Revised catalog of project/proposals
 - Overall characterization of the portfolio in terms of
 - Balance across CEC information capacities
 - · Balance across information goals / objectives
 - Gaps
 - Specific opportunities for synergy and economies of scale across the projects themselves (i.e. tool or expertise sharing) or in the mechanisms by which CEC is supporting the projects (i.e. common product or investment)

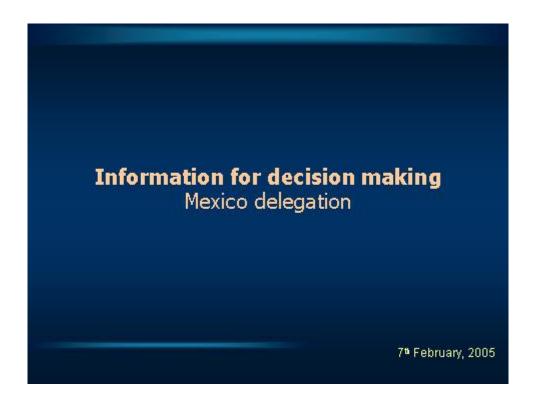
Focus Projects and Final Recommendations

4) From this scan identify small set (3-5) of project areas that merit more in-depth consideration.

In consultation and work of the relevant member experts and sponsors assess and develop, in more detail, exactly how the CEC capacities identified in the scan, are implemented and leveraged

5) Final Report

- Enhancements to current project to build and leverage CEC capacities
- New projects designed to capitalize on opportunities/gaps identified
- Projects not continued under CEC sponsorship



Comments on projects proposed

- 1.- PRTR project.
 - + Full agreement
 - + Minor modifications/adjustments might be required
- 2.- Law and policy information service project.
 - + Not priority
- 3.- Environmental Atlas of NA.-
 - + Important project,
 - + CEC should actively support its further development.
 - + Present proposal should be revised
 - + Possibility to be integrated into a more comprehensive scheme including other closely related projects.

Comments on projects proposed

- 4.- North American Environmental Indicators: Annual Report and North American State of the Environment Report
 - + In their present form, appear as isolated end-products
 - + Summary or compilation of national products
 - + Risk of redundancy with other initiatives
 - + Only partially address issue of differences among countries as to data availability and data capabilities for acquiring the required data.
 - + Previous efforts have demonstrated this problem severely obstaculized the attempts to produce reports based on integrated, harmonized information at the regional level.
 - + Suggest the integration of these two initiatives (plus the Environmental Atlas of NA) into a single more comprehensive scheme: *Environmental Information*System of NA.

Comments on projects proposed

- A) Sound Management of Chemicals Monitoring & Assessment
- B) Assessing key Pathways and Invasive Alien Species threatening North American Ecosystems and Commerce
- C) NA Information system for environmental emergencies

Sommaire des décisions prises au cours de la session des représentants suppléants n° 05-02, les 7 et 8 février 2005 à Los Cabos

Propositions de projet et budget requis pour 2005 (en fonction du scénario graduel)	Décision	Suivi	Budget approuvé
INFORMATION NÉCESSAIRE À LA PRISE DE DÉCISIONS			
« Projet de base » (nouvelle proposition ne réclamant aucun budget précis)	 Élaboration d'un projet pour intégrer les systèmes, évaluer les besoins en matière de données et en recueillir. Inclusion dans ce projet des éléments pertinents de l'Atlas nord-américain, du projet sur les indicateurs et du rapport sur l'état de l'environnement en Amérique du Nord. Choix d'un thème qui permettra d'obtenir des résultats concrets. Début des travaux sur le thème de la qualité de l'air. Choix d'autres thèmes comme la biodiversité et les relevés hydrologiques. 	L'équipe de spécialistes en information se réunira les 22 et 23 février à Montréal et travaillera de concert avec le Secrétariat afin de parachever les propositions de projet.	À déterminer en fonction d'une enveloppe de 600 k\$.
Rapport sur l'état de l'environnement en Amérique du Nord (50 k\$ requis sur deux ans)	 Recherche des solutions et soumission de celles-ci à l'examen des représentants suppléants et des membres du Comité permanent général (CPG) étant donné qu'ils représentent le Conseil (il s'agit de choisir des sujets et des indicateurs). Prise en compte, dans le rapport sur 	L'équipe de spécialistes en information et le Secrétariat reformuleront la proposition et établiront des liens avec le projet de base.	20 à 40 k\$ en 2005.

	l'état de l'environnement en Amérique du Nord, des informations recueillies dans le cadre du rapport sur les indicateurs environnementaux.		
Rapport annuel sur les indicateurs environnementaux (555 k\$ requis en 2005)	 Entente en vue d'inclure le volet de surveillance et d'évaluation réalisé dans le cadre du projet de gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC). 	La proposition du Mexique sera examinée par l'équipe de spécialistes en information les 22 et 23 février.	112 k\$ pour 2005 (surveillance dans le cadre du projet de GRPC).
	• Les sujets suivants restent à confirmer : la surveillance de la qualité de l'air, les indicateurs de la biodiversité, et la santé des enfants et l'environnement.	L'équipe de spécialistes en information examinera ces sujets les 22 et 23 février.	À déterminer en fonction d'une enveloppe de 600 k\$.
Registre des rejets et des transferts de polluants (520 k\$ requis)	 Exécution en 2005, comme le prévoit la proposition de projet. Le Secrétariat déterminera si le budget permet d'établir un rapport sur les rejets dans le milieu marin. 		520 k\$.
Atlas de l'environnement en Amérique du Nord (140 k\$ requis)	 Exécution en 2005. Il est important que la CCE illustre son rendement en produisant de l'information qui s'avère utile. Les progrès accomplis seront présentés au cours de la session ordinaire du Conseil. 	L'équipe de spécialistes en information et le Secrétariat reformuleront la première et la deuxième activité, et détermineront le contenu de la première carte à établir.	À déterminer en fonction d'une enveloppe de 600 k\$.
Service d'information sur le droit et les politiques de l'environnement (120 k\$ requis)	 Examen et actualisation de la base de données sur le droit de l'environnement uniquement. Recherche de partenaires afin de poursuivre la mise à jour permanente de 	Le Secrétariat modifiera la proposition afin qu'elle tienne compte de la décision des Parties.	20 k\$ pour 2005.

Service d'information sur les désastres	 la base de données dont s'occupe actuellement le personnel du Secrétariat. Les Parties offriront leurs compétences et suggèreront des noms de partenaires éventuels. Le Canada et les États-Unis doivent examiner cette proposition en détail. 	L'équipe de spécialistes en information	Aucune décision.
écologiques (nouvelle proposition du Mexique) (aucun budget requis)		examinera cette proposition les 22 et 23 février.	
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS			
Évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités (170 k\$ requis)	Projet annulé.	Le Mexique établira un cadre général à ce sujet, avant la tenue de la session du Conseil, en vue de l'intégrer dans le Plan stratégique.	Aucun budget requis.
Partenariats favorisant une gestion intégrée de l'environnement (355 k\$ requis dans la proposition du Secrétariat et 273 k\$ dans celle du Mexique)	 Ce projet portera aussi sur l'électronique propre. Un projet pilote portera sur la chaîne d'approvisionnement. 	Le Secrétariat travaillera de concert avec les Parties en vue de mieux décrire le projet.	Décision en suspens au sujet du budget à allouer (proposition d'un peu plus de 400 k\$).
Renforcement des capacités locales de gestion intégrée de l'environnement (185 k\$ requis dans la	 Le Canada et les États-Unis doivent mener des consultations à l'interne au sujet de la nouvelle proposition du Mexique. 		Environ 70 k\$.

proposition du Secrétariat et 300 k\$ dans celle du Mexique)			
Renforcement des capacités institutionnelles de mise en œuvre d'un programme national (300 k\$ requis par le Mexique pour 2005)	 Le Canada est préoccupé par le budget requis. Le Canada et les États-Unis mèneront des consultations à l'interne. 	Le CPG examinera la proposition en détail.	Aucune décision.
LIENS ENTRE L'ENVIRONNEMENT ET LE COMMERCE			
Le commerce et l'application des lois de l'environnement (205 k\$ requis)	Les États-Unis suggèrent de reformuler l'énoncé de la troisième activité afin de tenir compte des critères préconisés par le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE.	Le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE reformulera le projet en collaboration avec le Secrétariat et le Groupe de travail sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale.	Décision en suspens au sujet du budget à allouer.
Les énergies renouvelables (325 k\$ requis)	 Le nom initial du projet sera conservé. Le Canada et les États-Unis ont soulevé une question au sujet de la quatrième activité. Le Mexique confirmera sa position. 	Le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE reformulera le projet en collaboration avec le Secrétariat.	Décision en suspens au sujet du budget à allouer.
Évaluation des effets	• Entente visant à axer les travaux sur les	Le Groupe de travail	Décision en suspens au sujet du

environnementaux de l'ALÉNA et des autres accords commerciaux (180 k\$ requis)	 secteurs. Proposition consistant à faire valoir les analyses sectorielles dans la description du projet (en incluant l'échange de méthodes à cette fin). Les Parties décideront s'il faut inclure les effets environnementaux des autres accords commerciaux. La description doit tenir compte des critères mis de l'avant pas le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE. Le Secrétariat peut entreprendre des démarches en vue d'échanger des méthodes, notamment la tenue d'une 	constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE reformulera le projet en collaboration avec le Secrétariat afin de faire valoir les analyses sectorielles.	budget à allouer.
Achat de produits et de services écologiques (151 k\$ requis mais non pondérés dans le budget présenté aux Parties)	réunion. • Entente sur le projet.	Le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE rapportera des précisions au projet en collaboration avec le Secrétariat.	Décision en suspens au sujet du budget à allouer.
Mécanismes axés sur les forces du marché (25 k\$ requis pour 2005 mais non pondérés dans le budget présenté aux Parties)	 Le Canada et les États-Unis mèneront des consultations à l'interne. L'ébauche du projet a besoin de retouches afin de tenir compte des critères mis de l'avant par le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE. 	Le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE reformulera la proposition du Mexique en collaboration avec le Secrétariat.	Décision en suspens au sujet du budget à allouer.
Espèces envahissantes (150 k\$ requis par le Secrétariat mais non pondérés dans le budget présenté aux Parties; 250 k\$ requis	 La description du projet a besoin de précisions et il faut y appliquer les critères mis de l'avant par le Groupe de travail constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE. Il est important de continuer à axer les 	Tenue de discussions entre le Groupe de travail sur la conservation de la biodiversité et le Groupe de travail	Décision en suspens au sujet du budget à allouer.

dans la proposition du Mexique)	 travaux sur les voies de pénétration. Entente pour que le projet porte sur les espèces marines. 	constitué en vertu du paragraphe 10(6) de l'ANACDE Reformulation du projet par le Groupe de fonctionnaires et le Secrétariat.	
ACTIVITÉS COURANTES			
Pratiques fructueuses en matière de qualité de l'eau (30 k\$ requis)	 Parachèvement, publication et distribution du rapport uniquement. 		5 k\$.
Gestion écologique des déchets dangereux (10 k\$ requis)	Exécution du projet.		10 k\$.
Activités relatives à la biodiversité (250 k\$ requis)	 Autres consultations du Groupe de travail sur la conservation de la biodiversité et du Secrétariat afin de déterminer les activités qu'il est possible de réaliser avec le budget approuvé. Les Parties réévalueront la pertinence de réaliser d'autres activités et leur financement. 		250 k\$.
PARNA dans le cadre du projet de GRPC (291 k\$ requis)	Nouvelle proposition des États-Unis de tenir un atelier sur le lindane au coût de 30 k\$. Ce pays estime qu'il s'agit de la seule activité pertinente à réaliser cette année étant donné que l'établissement du Plan d'action régional nord-américain (PARNA) relatif au lindane ne se terminera que vers la fin de la présente année. Il ne croit aucunement possible de réaliser cette année l'une ou l'autre	Les Parties examineront les détails de l'atelier dont la tenue coûtera 30 k\$.	241 k\$ pour 2005 (+ 30 k\$?). 50 k\$ reportés en 2006.

	des activités prévues dans le Plan opérationnel pour 2005.	
Programme d'action régional relatif au DDT (80 k\$ requis)	Exécution du projet.	80 k\$.
La santé des enfants et l'environnement (aucun budget requis)	Aucun projet en 2005.	S/0
Groupe de travail sur la qualité de l'air en Amérique du Nord (10 k\$ requis)	Exécution du projet.	10 k\$.